

Convention collective nationale

IDCC : 240. – **PERSONNEL DES GREFFES
DES TRIBUNAUX DE COMMERCE**
(14 novembre 1957)

AVENANT DU 14 OCTOBRE 2009
RELATIF À LA PÉRIODE D’ESSAI
NOR : *ASET0951170M*
IDCC : 240

Entre :

Le conseil national des greffiers des tribunaux de commerce,

D’une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération des employés et cadres CGT-FO ;

La fédération nationale des employés et cadres CFE-CGC,

D’autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L’article 19 de la convention collective est remplacé par le présent article :

« Pour les contrats à durée déterminée, les règles relatives à la période d’essai sont celles définies par les dispositions législatives en vigueur.

Le contrat de travail à durée indéterminée peut comporter une période d’essai dont la durée est fixée à :

- pour les ouvriers et les employés : 2 mois ;
- pour les agents de maîtrise et les techniciens : 3 mois ;
- pour les cadres : 4 mois.

Cette période d’essai permet à l’employeur d’évaluer les compétences du salarié dans son travail, notamment au regard de son expérience, et au salarié d’apprécier si les fonctions occupées lui conviennent.

La durée de la période d'essai s'entend d'un temps de travail effectif. Toute cause de suspension du contrat de travail en reporterait donc le terme.

Lorsqu'il est mis fin, par l'employeur, au contrat en cours ou au terme de la période d'essai le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

La période d'essai ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance. Dans un tel cas, l'employeur procède au règlement de la partie du délai de prévenance qui expire postérieurement au terme de la période d'essai.

Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par le salarié, celui-ci respecte un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours. »

Article 2

Entrée en vigueur

Il entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2009 sous réserve de l'absence d'opposition dans les conditions légales applicables.

Article 3

Dépôt

L'avenant est déposé en 1 exemplaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et en 5 exemplaires auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris.

Article 4

Extension

Les signataires demandent l'extension auprès du ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Le présent avenant a été signé en 10 exemplaires.

Fait à Paris, le 14 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)